

Edito

Après le plan climat qui appelle notamment à la transformation de nos systèmes agricoles, les états généraux de l'alimentation, lancés le 20 juillet prochain, ouvrent des travaux et des débats auxquels le Commissariat général au développement durable contribuera à plus d'un titre dans les semaines et mois à venir.

La qualité de notre alimentation fait aujourd'hui face à d'importants enjeux : pollution des sols due aux intrants, traitements des cultures, circulation de produits à l'échelle internationale, nombreux circuits de transformation... Notre mode de vie et de consommation interroge notre accès à une alimentation saine.

A l'occasion de ces états généraux, le Commissariat général au développement durable valorisera l'ensemble des connaissances sur les pressions exercées par l'agriculture sur les ressources naturelles (sols, eau, air...) et sur les services de la nature, utilisés ou entretenus par ce secteur. Le programme Efese (évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques) abordera dans une de ses prochaines publications les résultats de ces travaux.

Par ailleurs le Commissariat général au développement durable fera des propositions pour que l'agriculture durable soit soutenue par des outils économiques subventionnels (soutien à l'agriculture biologique) ou contractuels (projets de territoires d'alimentation durable), ou encore qu'elle soit valorisée grâce à un étiquetage environnemental sur les produits. Ces aspects seront ainsi abordés dans un atelier des états généraux de l'alimentation à l'automne, dont le Commissariat général au développement durable et la Direction générale de la prévention des risques assureront le co-secrétariat avec le ministère de l'agriculture.

Les politiques liées à la qualité de l'air et à son impact sur la production agricole seront particulièrement traitées lors d'un colloque coorganisé à l'automne avec l'Ademe.

Mené en collaboration avec de nombreux scientifiques et experts économiques, l'ensemble de ces travaux apporte à ces débats des éclairages significatifs et contribuent ainsi à la prise de décision pour faire de la transition écologique une réalité.

Laurence Monnoyer-Smith
Commissaire générale au développement durable
Déléguée interministérielle au développement durable